

# LOIS ANTI-GREVES POUR 1952

**Le voyou  
Nicolas FRANCO  
l'assassin  
frère  
de l'assassin  
est à Paris**

**L**E frère du « caudillo » et l'un de ses conseillers est depuis quatorze ans ambassadeur auprès d'un autre dictateur portugais : Salazar, le dictateur portugais.

Nicolas Franco, dans une interview accordée au « Monde » a prôné l'en-



Nicolas FRANCO  
en « Mission Diplomatique » !

tente franco-espagnole, c'est-à-dire l'entente entre la France M.R.P. de Schuman et l'Espagne phalangiste de Franco. Il a ajouté que cette entente était d'autant plus réalisable que l'An-

glo-terre et les Etats-Unis y sont favorables !

Nous savons bien, hélas, que les « démocrates » soutiennent Franco. Et celui-ci pour donner sans doute moins de tracas à leurs consciences ouvre les frontières de l'Espagne aux exilés !

Tout au moins, c'est Nicolas Franco qui le déclarait dans une Conférence de Presse, le jeudi 21 : « Tous les Espagnols, quels qu'ils soient, célèbres ou igno-

non, peuvent réintégrer leur patrie ».

PONTENIS.

(Suite page 2, col. 3.)

## La grève tunisienne

**L**E refus absolu de tenir compte des réalités sociales, en Tunisie, illustre la stupidité gouvernementale. Les « pourparlers », ou mieux, l'absence de pourparlers de ces jours derniers, les faux-fuyants opposés par les gouvernants aux timides revendications des représentants de la Tunisie, témoignent bien de l'incapacité fondamentale des hommes d'Etat à concevoir sagement une situation, c'est-à-dire en tenant compte des aspirations populaires.

Toute une population, en Tunisie, manifeste clairement sa détermination de rejeter l'oppression de l'impérialisme français. Toutes les organisations syndicales, tous les partis, toutes les fractions de l'opinion populaire, acceptent de s'unir sur cet objectif unique. Un peuple entier décide une grève générale totale en signe de protestation. Et que fait le gouvernement ? Il hésite sur le choix du fonctionnaire qui sera chargé de la répression en Tunisie ! Prendra-t-on Naegelen, le démagogue assassin qui s'est illustré en Algérie ? Lui préférerait-on le général Duval, bourreau, qui dirigea, avec une férocité exceptionnelle, la répression des « émeutes » du constantinois en 1945 ?

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, il y aurait de la naïveté à attendre une quelconque compréhension des questions tunisiennes, de la part de la réaction. Seule une épreuve de force fera comprendre à certains que l'ère de l'impérialisme français est révolue. Et de cette

**Le vote sur le désarmement à l'O. N. U.**

**Une seule réponse:**

**3<sup>me</sup> FRONT**

(LIRE L'ARTICLE EN 2<sup>e</sup> PAGE)

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 295  
VENDREDI 28 DECEMBRE 1951  
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

## LA VALSE DES MILLIARDS MILITAIRES CONTINUE

**O**N ignore généralement les procédés multiples qui servent à doter l'Armée d'un budget impressionnant. Un véritable camouflage s'organise, en effet, chaque année, lors de la discussion du budget militaire. Diverses rubriques sont discutées tour à tour, qui se chevauchent et se complètent, au point que le montant final du budget en cause, n'apparaît qu'aux yeux des spécialistes et des observateurs prévenus. Le budget 1952 n'échappe pas à la règle d'hypocrisie.

Le réarmement, on le sait, se voit à lui seul allouer 1.200 milliards, chiffre résultant d'une transaction entre le financier Mayer qui proposait 1.070 milliards et le militaire Bidault qui réclamait 1.510 milliards « indispensables pour mener sa tâche à bien ». Les crédits militaires proprement dits, de leur côté, coûteront un minimum de 1.000 milliards. La guerre d'Indochine absorbe 550 milliards, puisqu'il n'est question que de la poursuivre ! De plus, ce n'est un secret pour personne, l'armée bénéficie indirectement des crédits d'autres chapitres du budget : construction, santé publique, etc... Ainsi, si l'on chiffre le budget total examiné par le parlement au montant de 4.000 milliards, on ne peut que constater que plus de la moitié des impôts collectés, directs et indirects, iront à la préparation de la guerre !

Et l'état se resserre : dans l'indifférence, l'apathie. Mais déjà, chez quelques-uns de ceux qui supportent

tout le poids de l'exploitation sociale, chez les jeunes, aussi, qui souffrent dans les casernes, la révolte couve et les Mayer, les Plevén et les Bidault pourraient bien en être... pour leurs frais !

**“ Organisation  
de la Nation  
en temps  
de Guerre ”**

(LIRE L'ARTICLE EN 2<sup>e</sup> PAGE)

## Revendiquer devient un crime

**D**ANS le cadre des mesures que prend le Gouvernement dans le domaine de la préparation de la guerre, s'inscrit un projet de loi dont nul n'a encore essayé d'informer suffisamment la classe ouvrière : ce projet a pour but de ligoter les classes labo-

rieuses par la répression, de leur interdire toute réaction contre l'esclavage, de plus en plus dur, qu'on leur prépare activement. Il s'agit, tout « simplement », d'interdire le droit de grève ! Le projet est prêt à être appliqué, la répression est prête à s'abattre ! Voyons les dispositions prévues :

La répression vise d'abord les fonctionnaires. Les syndicats intéressés précisent :

Tous les fonctionnaires dits d'autorité et de sécurité seraient privés de ce droit.

Par fonctionnaire d'autorité, le Gouvernement semble viser tous les fonctionnaires de la catégorie A dont l'indice de début est de 225. Ainsi, tout fonctionnaire de la catégorie A avec un traitement de début de 37.000 francs n'aurait plus le droit de grève.

Mais les fonctionnaires des catégories précédentes ne sont pas seuls visés.

Le projet de loi du Gouvernement vise, en effet, d'interdire le droit de grève à toutes les catégories de personnel de l'Etat ou des Sociétés nationales qui occupent des emplois jugés « indispensables à la sécurité physique des personnes, à la conservation des installations et du matériel ainsi qu'au fonctionnement des liaisons indispensables à l'action gouvernementale ».

Et la liste en sera établie par décret. On comprend donc jusqu'où pourraient aller les gouvernants en utilisant une telle arme, directement tirée de l'arsenal réactionnaire américain (loi Taft-Hartley)...

Pour les catégories, qui ne sont ni « d'autorité », ni « de sécurité », la grève serait permise en principe. Mais on la soumettrait à plusieurs formalités : déclaration préalable au ministère intéressé, référendum obligatoire, délai « de réflexion » de vingt jours entre la demande de référendum et la cessation effective de travail.

Ainsi, revendiquer devient un crime ! Car une revendication efficace ne saurait se confiner au cadre délimité par la loi antigrève. Ainsi, au cours de l'année 1952, les travailleurs courraient-ils le risque, au gré du gouvernement, de se voir déclarés « hors la loi » ! Il y aura donc épreuve de force ! Mais tournera-t-elle au profit de la réaction ?

Louis BLANCHARD.

## Réveillons des gavés !



NOS VŒUX : Nous vous en souhaitons une bonne !

**A** quelque catégorie sociale qu'ils appartiennent, les hommes sacrifient à la tradition du réveil. Rares sont les exceptions. Parmi celles-ci s'inscrivent surtout les vieux travailleurs et les chômeurs à bout de ressources. Cependant, un bol de café au lait sucré pour les uns, un morceau de charcuterie et un verre de vin pour les autres, tranchent encore, par un suprême sacrifice, sur le menu ordinaire de ces déshérités.

Rien de tel qu'un jour de Noël ou du jour de l'An, dans une ville comme Paris, pour mesurer toute l'absurdité, toute la contradiction, toute l'iniquité d'un régime social, tel celui où nous vivons : Profitant de l'euphorie générale, l'insolente richesse

s'étale ces jours-là, sans pudeur, sans frein, sous le nez de ceux à qui on a « donné » un os à ronger !

Si, pour une fois, refusant de se soumettre à la « douce trêve » de fin d'année, les travailleurs, spontanément, d'un commun accord, descendaient brusquement sur les Champs-Élysées, atteignant l'Etoile, Montparnasse et autres lieux de gras festolements, ils y feraient d'édifiantes découvertes. Ils y verraient, dans le luxe et l'orgie qui se donnent libre cours, à quoi aboutissent les revendications de salaire refusées, la « productivité », la majeure partie de leurs « heures supplémentaires »...

Louis BLANCHARD.

## L'échelle mobile est enterrée

**L**a réaction ne pouvait pas faire moins : Après avoir feint d'accepter l'échelle mobile à l'Assemblée Nationale, elle vient de combiner un enterrement de première classe pour cette revendication ouvrière. Le Conseil d'Etat, en ennemi déclaré des travailleurs, a en effet adopté, dans un nouveau texte, « la proposition de loi instituant le principe de l'échelle mobile des salaires ». Or, il ne s'agit là que d'une manœuvre ayant pour but d'écarter l'automatisme de la révision du salaire minimum !

Une commission-oubliettes, celle des conventions collectives, est chargée « d'étudier » la composition d'un budget type, composition revisée chaque année. Mais le gouvernement reste seul habilité à fixer ce salaire minimum ! De plus, la convocation de la commission-oubliettes reste soumise à des conditions diverses : accord de la majorité de ses membres et variation de l'indice des prix « de 5 % après six mois ou de 10 % après trois mois ». Enfin, une fois effectuée cette course d'obstacles, la commission ne peut encore fournir qu'un avis motivé, laissant au gouverne-

(Suite page 2, col. 6.)

## Les Grands Trusts font les gros yeux

**Un communiqué de  
l'Anglo-Iranian Oil  
Company, Limited**

Nous avons appris que, méconnaissant ses engagements solennels envers notre Compagnie, ainsi que la récente décision de la Cour Internationale de Justice et ses obligations internationales, le Gouvernement iranien essaye de vendre du pétrole brut et des produits pétroliers provenant des territoires visés par la Convention du 29 avril 1933.

Nous sommes persuadés qu'aucune société pétrolière sérieuse, aucun armateur ou courtier de quelque importance ne voudra participer directement ou indirectement à ces agissements illégaux du Gouvernement iranien. Si toutefois des personnes morales ou physiques négociaient avec le Gouvernement iranien au sujet des produits pétroliers dont il s'agit, notre Société les avertit qu'elle prendra toutes les mesures qui pourraient être nécessaires pour protéger ses droits dans tous les pays.

ANGLO-IRANIAN OIL COMPANY, Ltd  
Britannic House, Finsbury Circus,  
London, E.C. 2, England.

Ce communiqué de l'A.I.O.C. a paru dans tous les journaux bourgeois. Comment mieux montrer aux travailleurs l'acharnement du grand capitalisme à conserver ses privilèges au détriment des peuples qu'en publiant, à notre tour, ce texte significatif ?

La Fédération Anarchiste, consciente de tout le tragique du sort des travailleurs colonisés, fidèle à l'internationalisme ouvrier, saura se maintenir à l'avant-garde du combat.

Charles DEVANÇON.

## NOUVELLES INFAMIES COLONIALISTES

**O**N connaît mal, dans la métropole, les atrocités perpétrées, jour après jour, dans les pays colonisés par l'impérialisme français. Tortures sadiques, condamnations à mort, procès truqués, violations systématiques de la dignité humaine, tel est le tableau authentique de l'occupation française. Le 10 novembre, 22 nouvelles condamnations à mort pour « actes de rébellion » vieux de 5 ans, ont été prononcées à Madagascar. En Côte d'Ivoire, depuis le 26 novembre, 60 Africains de plus, accusés d'avoir participé à des manifestations en janvier 1950, passent en jugement. En Algérie, de Blida à Tizi-Ouzou, les victimes sanglantes de l'oppression colonialiste ne se comptent plus. L'horreur policière, dans toute l'Union Française, se perpétue, garante de l'exploitation capitaliste. Ces faits, étant donné le climat de terreur qui règne dans les « colonies », sont souvent camouflés, mais l'intense effervescence populaire qui se fait jour dans les pays colonisés, permet, serait-on même totalement ignorant des atrocités colonialistes, de soupçonner toute l'ampleur des crimes de la colonisation.

Dans la métropole même, les retentissantes « interdictions » de ces jours derniers ont contribué à éveiller l'opinion publique : l'arrestation de 15.000 Nord-Africains, le 8 décembre, à la suite de l'interdiction du meeting du Vel d'Hiv' est loin d'être passée inaperçue. La seconde interdiction, celle du mee-

# LA PRISON POUR TOUS!

NOUS savions déjà que beaucoup de choses allaient pas en notre douce France; que, par exemple, nos hauts magistrats touchaient des salaires de famine, que nous manquions du dernier bouton de guêtre pour la prochaine dernière, que nous manquions d'un homme à poigne, que nous manquions aussi à nos engagements envers la Russie d'un côté et l'Amérique de l'autre, et qu'en résumé « nous » manquions d'un peu de tout. Mais cette fois la mesure est comble, un scandale intolérable est sur le point d'éclater. Savez-vous, en effet, que nous allons peut-être manquer de prisons ? Sans blague, c'est M. le Ministre de la Justice, Edgar Faure soi-même, qui nous l'apprend par l'entremise du Monde. La conclusion de l'interview ministérielle se résume par cette déclaration dramatique, qui ne saurait laisser insensibles tous les hommes citoyens : « Avec les moyens financiers dont nous disposons, il faudra cinquante ans pour doter le pays d'établissements pénitentiaires convenables. » Nous en sommes là !

Toutefois, un espoir subsiste et le ministre nous apprend que : « Le plan quinquennal de modernisation et d'équipement que le gouvernement se propose de lancer en 1952 devra apporter la solution de ce problème. Un premier crédit de 6 milliards permettrait de reconstruire les établissements détruits par la guerre, soit huit maisons d'arrêt comprenant sept cents cellules et deux maisons centrales capables de recevoir mille détenus. L'une d'elles serait édifiée dans la région parisienne. Elle serait au moins aussi grande que Fresnes ». Et, après cela, de bons Français iront encore se plaindre d'une reconstruction soi-disant déficiente.

Evidemment, il y a les sinistres, la « cité radieuse » de Le Corbusier en panne, faute de crédits, le nombre insuffisant d'écoles.

Patience ! pour le moment, on s'occupe à reconstruire les casernes, puis les prisons, c'est tout de même le problème de l'habitat n'est pas le seul souci des créateurs du plan quinquennal, et l'aspect « touristique » de la question ne sera pas négligé. Jugeons-en plutôt : « Pour l'exécution des plans de longue durée, on envisage la transformation de trois pénitenciers et la construction de quatre nouveaux établissements.

## UN TOIT POUR CHAQUE FRANÇAIS

ments. Deux d'entre eux seraient bâtis sur l'emplacement des centres de Casablanca et de Mazaou. Les deux autres permettraient de libérer les anciens maîtres de Fontenay et de Clairvaux, monuments historiques que l'Administration des Beaux-Arts serait heureuse de récupérer. C'est ce qui s'appelle en quelque sorte joindre l'utile à l'agréable.

En plus de ses inquiétudes légitimes quant à l'existence des établissements pénitentiaires, M. Edgar Faure a bien voulu donner quelques autres indications

sur l'état sanitaire, les naissances en prison et l'enfance dite délinquante.

Lorsque le ministre, reconnaissant que « l'équipement sanitaire est également insuffisant », propose la construction d'un hôpital pénitentiaire ainsi que l'achat d'un sanatorium, on a tout de suite une idée de ce que peut être l'état de santé des « pensionnaires ». Et l'on n'ose penser aux conditions dans lesquelles un enfant vient au monde, dans de tels endroits ! Il est vrai que, pour ceux qui survivent, des prodiges d'humanité et de délicatesse ont été réalisés. Ainsi apprend-on que seule (1) l'adresse de la prison est précisée sur l'acte de naissance et non la mention « né à la prison de... ». Mais laissons parler Faure à nouveau : « Les enfants en bas âge, avant la libération, restaient avec leur mère jusqu'à l'âge de quatre ans. Cette disposition, inspirée par un sentiment humanitaire, a été contestée, car l'enfant peut se souvenir, et il a paru préférable d'éviter qu'il ne se constitue des souvenirs de prison ». Si cette question n'était si tragique, elle nous porterait à rire, car nos officiers ont toujours eu des dons spéciaux pour manier avec une égale aisance l'odieux et le ridicule.

Pour finir en beauté, le ministre de la Justice (déclaration officielle) se penche avec sollicitude sur l'enfance dite délinquante et, afin d'illustrer l'excellence des nouvelles méthodes, nous pond cette perle de dernière les barreaux : l'histoire d'un garçon assis en famille, à l'école professionnelle de Saint-Maurice, y apprend le métier de menuisier, « Libéré, marié et père de famille, il est devenu un travailleur modèle, écrit régulièrement à son ancienne école et désire la faire visiter à sa famille ».

Pour qu'un jeune homme ait le désir de faire visiter son ancienne prison aux êtres qui lui sont le plus chers, il faut vraiment que l'éducation reçue soit bonne ! Et l'on comprend la satisfaction du gouvernement devant de tels résultats. Car, pour nous anarchistes, aussi parfaites soient-elles, les prisons sont toujours des prisons, et nous ne cessons de dénoncer ces entreprises d'abrutissement, dignes pendant des casernes et fides reflets d'une société où la liberté git, elle aussi, au fond d'un cachot.

CHRISTIAN.

## 3<sup>e</sup> FRONT

Le mercredi 19, la Commission Politique de l'O.N.U. approuvait le plan occidental de désarmement, par 44 voix contre 5 et 10 abstentions.

Ainsi, la querelle entre les deux blocs est tranchée en faveur de la position américaine : désarmement ou plutôt « réduction équilibrée » étudiée avant la prohibition de l'arme atomique. Et le vote est obtenu grâce à l'appoint des dominions et des petits pays à la solde de Washington.

Les travailleurs se soucient fort peu des bavardages stériles du Palais de Chaillot. Peu leur importe que l'on discute (sans résultats) d'une limitation des armements avant de bannir la bombe atomique ou bien, comme le voulaient les Soviétiques, que l'on interdise cette bombe en continuant à stocker d'autres armes... ou en continuant à fabriquer la bombe interdite ! Car nous savons ce que valent les déclarations des Etats et leurs engagements.

Les travailleurs se désintéressent avec raison de ce vote sur le désarmement qui, bien loin d'être unanime, a vu non seulement l'opposition attendue de l'Est, mais l'abstention de tous les grands pays asiatiques et arabes.

Il est vrai qu'une « Commission de Désarmement » a été créée et à laquelle l'U.R.S.S. participe.

Ces Messieurs se réservent donc la possibilité de se battre comme de s'entendre ! voir la Corée...

Les travailleurs de tous les pays ne peuvent se contenter d'ignorer ou de mépriser l'impudence des comédiens de l'O.N.U.

Leur résistance, dans la lutte revendicative, dans leurs protestations contre les préparatifs guerriers, ne tient aucun compte des intérêts des patries et des blocs.

Leur refus obstiné de laisser modeler leur jugement et leur volonté par les propagandes des deux blocs s'exprime ainsi : « Nous ne marchons pas. Nous ne marcherons pas. Ne comptez pas sur nous pour votre guerre ». Il faut que les gouvernements sentent cette menace, qu'ils hésitent puis qu'ils reculent.

L'action 3<sup>e</sup> Front, en dehors des deux blocs et contre eux, est la seule qui puisse faire reculer la guerre.

GEORGES.

## LES 100 FR. DU « LIB » ...

## NICOLAS FRANCO

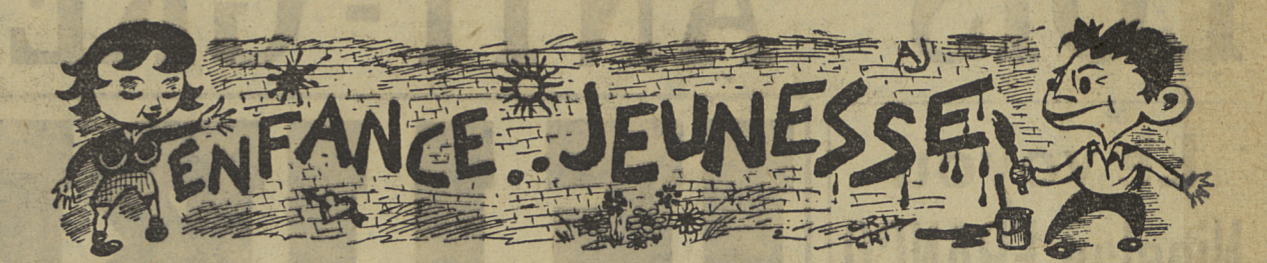
(Suite de la page 1)

s'ils n'ont pas de sang sur les mains. » L'hypocrisie et le mensonge ne peuvent être plus odieux.

C'est laisser entendre que ceux qui ne rentrent pas en Espagne sont des criminels ! Et avec une affaire de Lyon de temps en temps, le tour est joué.

Ainsi la presse bourgeoise française se fait-elle domestique de Franco. Ne serait-ce, comme le « Monde », qu'en publiant favorablement les paroles du frère de l'assassin de l'Espagne populaire.

La colère et la haine (la haine de la haine) nous étreignent quand nous voyons parler d'un ton aimable, presque badin, du régime de Franco. Car nous n'oublions pas les millions de



# Paix et Révolution

Le problème de la guerre et du service militaire nous a valu un important courrier que, pour des raisons matérielles, il nous est impossible de publier intégralement. Mais comme ces textes, lus et discutés en « commission des jeunes », ont paru développer des thèmes communs, nous avons cru pouvoir les prendre pour prétextes à réflexions sur les questions abordées depuis quelques semaines dans cette chronique.

Les lettres qui dénoncent la guerre et le service militaire nous valent un peu du chantage des anciens. Je voudrais pouvoir reproduire intégralement ces témoignages émouvants dans leur franchise, notamment celui d'un camarade mutilé depuis juillet 1918, ou encore celui d'un correspondant marseillais qui nous écrit « pour servir au débarras de crânes ». Après avoir livré son expérience militaire sous la forme d'une histoire impersonnelle qui pourrait être celle de chacun, ce camarade lance aux jeunes un appel désespéré : « Jeunes camarades des dernières générations, ne nous laissez pas faire et luttiez de toutes vos forces pour éviter de devenir des « morts glorieux ».

Non, camarade, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Nous croyons être des pacifistes efficaces parce que nous posons en termes crus les problèmes de paix et de guerre. Nous n'avons rien de commun avec certains pacifistes qui n'ont que l'air de l'innocence. Ce pacifisme réactionnaire autorise toutes les exploitations. A force d'envoyer les hommes au massacre pour des conneries, les faiseurs de guerres, de prisons, de religions ont réussi à étouffer chez beaucoup l'esprit de révolte et de dévouement. Ils ont souillé toute lutte, tout sacrifice. Et la haine de la guerre n'est plus trop souvent qu'un bémol d'égoïstes peureux. Ce pacifisme sert nos maîtres bien mieux qu'un bellicisme anachronique. Jusqu'ici, on faisait ce qu'on voulait en excitant les préjugés « instincts militaires » des masses, le bon peuple en entraînant chez lui un faux pacifisme. Les staliniens sont en train de fonder sur ce chantage une jolie popularité. Ils commencent à avoir avec eux tous les types plus ou moins pros. Et maintenant, on va rouler proprement à qui une guerre ferait faire faillite !

Nous pensons, pour notre part, que leur « paix » et leur guerre sont des degrés différents d'un même état de choses : l'exploitation de l'homme par l'homme. La paix officielle n'est qu'une guerre localisée ou atténuée. On massacre moins, on emprisonne moins, on fait moins mourir de faim, mais on fait quand même tout cela. Un pacifisme authentique s'attaque donc aux réalités qui sont à la fois les causes de leur guerre et celles de leur paix. Ce caractère révolutionnaire de notre pacifisme le distingue des récentes, plus ou moins évangéliques dont on veut bercer notre dégoût. Nous ne croyons pas à l'impérialisme des « Bonnes nouvelles ». Et si nous ne cessons de clamer l'importance capitale de l'édu-

## INTERFAC

## Nous et l'U.N.E.F.

L'ARTICLE que nous avons publié la semaine passée à propos du vote pour les présidents des A.G.E. a troublé quelques-uns de nos camarades. Ils se demandent si les étudiants anarchistes s'opposent au travail au sein de l'U.N.E.F. Passons-les. Le camarade auteur de l'article est lui-même à l'U.N.E.F. Fidèle à sa tactique, la F.A. se refuse aux positions d'isolement et de délamination stérile.

Nos militants sont à l'U.N.E.F. comme ils sont à la C.G.T., à la P.O., etc., pour y défendre des positions et proposer des actions ayant un contenu révolutionnaire. Ils ne disent pas « il n'y a rien à y faire », et ils n'oublient pas que les anarchistes doivent être où se trouve la masse des organisés, qu'ils sont le levain dans la pâte.

Mais leur présence ne signifie pas l'acquiescement. Elle est une présence critique. Et c'est en ce sens que nos camarades devaient signifier le caractère illusoire du vote présent.

## La série noire continue !

La semaine dernière, 100 (cent) étudiants empoisonnés à Tunis.

Cette semaine 200 (deux cents) élèves et apprentis intoxiqués à la suite d'un repas pris dans la cantine du centre professionnel d'Aubervilliers.

Ce n'est pas une enquête que nous voulons, mais des repas sains dans des cantines propres.

Assez de fusils, messieurs les assassins, c'est le pain qu'il nous faut, et nous l'obtiendrons malgré vos misérables petits calculs !

martyrs de la liberté, le sacrifice de centaines de milliers de nos frères. Et nous poings se serrent. Contre Franco. Contre le « Monde » aussi.

Les militants de la F.A. n'ont pas dit leur dernier mot.

Note de la rédaction. — Prochainement :

## « Je reviens d'Espagne »

L'un de nos camarades, journaliste, retour d'Espagne, nous donnera, dans un prochain « Libertaire », le visage de l'Espagne d'aujourd'hui. On comprendra que notre ami, ayant séjourné clandestinement grâce à l'organisation de la C.N.T. intérieure, doive conserver l'anonymat.

soient jamais un alibi, qu'elles ne fassent pas oublier l'urgence perpétuelle de la révolution violente.

Nous sommes des pacifistes, mais pas des résignés, et nous voulons dénoncer de toutes nos forces les faux pacifismes, ceux qui font repousser la régénération du monde sur des prières, des leçons de catéchisme ou ceux qui aboutissent à faire de l'homme un esclave soumis. Un pacifisme authentique ne peut être que radicalement révolutionnaire et quiconque ne crie pas : « Vive la révolution ! » n'a pas le droit de crier : « Mort à la guerre ! » Voilà pourquoi la position 3<sup>e</sup> front nous semble la seule forme valable de lutte contre la guerre et la « paix » qui l'enferme.

COSECO.

## APPEL AUX JEUNES

Camarades jeunes ! sympathisants et lecteurs du « Lib. » !, la Commission des Jeunes tient chaque mercredi (de 18 h. 30 à 19 h. 30), une permanence destinée aux « prises de contact » !

Le meilleur accueil vous est donc réservé, chaque semaine, par la Commission, 145, quai de Valmy, Paris-X<sup>e</sup>.

## BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

## 200 MILLIARDS pour l'ECOLE 1.500 MILLIARDS pour la CASERNE

EN un seul débat, jeudi 20, a été voté à main levée (sauf par les socialistes et les communistes) le budget de l'Education Nationale.

Remarquons d'abord la curieuse attitude du sieur André Marie, qui s'est présenté (avec brio, il faut le dire) et nous avons affaire à un politicien brillant) comme un ardent défenseur de l'école, obtenant d'ailleurs créations de poste et crédits. Sans doute, M. André Marie cherche-t-il à se faire pardonner par les laïques la loi qui porte son nom... mais les laïques et les libéraux au premier rang n'oublient pas.

L'augmentation du budget d'une quarantaine de milliards n'est d'ailleurs qu'un leurre car on sait très bien qu'il est plus cher et que constructions et traitements auront tôt fait d'épuiser ce supplément.

Mais nous ferons remarquer surtout le ridicule de ces 200 milliards pour l'éducation, la recherche et les Arts dans un budget qui accordera plus de 1.500 milliards à la guerre !

Nous signalerons aussi, en passant, la passion anti-laïque de la majorité de l'Assemblée s'attaquant à un Inspecteur d'Académie ayant refusé l'inscription à l'Ecole normale d'une jeune fille sortant d'un établissement religieux. Ou encore l'attitude de M. de Baudry d'Asson s'offusquant des 17 responsables syndicaux permanents (1 pour 20.000 instituteurs !) à tel point qu'André Marie lui-même en prit la défense.

Un point important, voté seulement par la majorité décalée (37 voix contre 207), indique la volonté de l'Assemblée de voir créer le grade de Directeur d'Ecole. Le Libertaire avait donc raison, il y a quelques semaines, de signaler le dan-

## « ORGANISATION de la Nation en temps de guerre »

Le 19 décembre, au conseil des ministres, furent examinées un certain nombre de questions sur lesquelles la presse s'est montrée fort discrète. Parmi celles-ci, la plus importante était : « L'ORGANISATION DE LA NATION EN TEMPS DE GUERRE » !

Sur le rapport de M. Bourgeois-Maunoury, le Conseil a arrêté la procédure permettant de promouvoir l'organisation de la Nation en temps de guerre et d'établir la primauté des tâches qui s'imposent dans ce domaine aux diverses administrations.

Evidemment, les précisions manquent sur le contenu des discussions ministérielles relatives à cette question. Bien sûr, les détails des mesures arrêtées ne seront connus que peu de temps avant leur application. Mais le fait même que, dès à présent ce soit sur de tels sujets que se penchent « nos » dirigeants ne laisse pas d'être significatif. Nous voilà bien loin, en effet, des fameux discours d'un Aurélien d'un Plevin, d'un Mayer ou d'un Bidault, sur la Paix, la Justice sociale ou la « légitime répartition des revenus » ! De telles préoccupations, sont au contraire, bien faites pour démentir toutes les affirmations des politiciens bornés qui entraînent le pays à sa perte !

Mais une question mérite d'être posée : Quel est le journal, en dehors du « Libertaire », qui ait relevé le sujet de la discussion ministérielle du 19 décembre ? Quel est l'organe, parmi la presse qui se prétend dévouée aux intérêts populaires, qui ait souligné ce fait et en ait fait ressortir les conséquences ? Il n'en est aucun, à notre connaissance ! Et cela, étant donné toute la portée de l'information que nous rapportons, est également, extrêmement significatif !

ment le soin de déterminer par décret le montant du salaire minimum et la date où il deviendra obligatoire !

Voilà, au moins, qui est clair ! la proposition adoptée supprime la répercussion automatique des variations du coût de la vie sur les salaires et permet au gouvernement d'agir comme bon lui semble. L'échelle mobile est bien enterrée ! Et enterrée d'une manière sordide ! Ces messieurs les sénateurs ont été jusqu'à interrompre le débat sur l'échelle mobile, afin de voter d'urgence... L'augmentation de l'indemnité parlementaire ! Beau geste passé trop inaperçu...

On aurait bien tort de s'indigner : N'est-il pas évident, comme l'ont fait ressortir, de tous temps, les anarchistes, que l'Etat est une institution réactionnaire ? Que les lois en faveur des travailleurs ne peuvent être arrachées que par l'action directe des classes laborieuses ? Que seule la peur incite les gouvernants à lâcher du lest ?

Si aujourd'hui les sénateurs continuent à se moquer des travailleurs, c'est que ceux-ci sont encore caporalisés par des partis, prétendus ouvriers, traités à la révolution.

Mais est-il vraiment certain qu'un élan de combativité ne viendra pas secouer les masses ouvrières ? Constata-t-on que les gouvernants, dans leur odyssée imbécile, contribuent à hâter l'écueil ouvrier : en entrant l'échelle mobile, MM. les sénateurs pourraient bien creuser leur propre tombe !

## AGENDA 1952

édité par

« Solidaridad Obrera »

## UTILE ET INSTRUCTIF

contenant un éphéméride journalier relatif à la naissance et à la mort d'hommes de sciences, de lettres, d'artistes et de militants ouvriers. Grèves, insurrections, congrès et manifestations diverses, sont également mentionnées (texte en français).

Prix : 180 fr. (édition ordinaire) ; 210 fr. (avec fermeture métallique).

# La Semaine de « Bonté »

CEUX qui, par crapulerie ou par ignorance, défendent cette société corrompue, ceux qui se dressent contre les révolutionnaires et se détachent à la vue de gibets garnis d'anarchistes, ceux du Faubourg de Passy, toute la Clara Candiani de

## RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

### LE MANS

« L'anarchie, sa philosophie, son idéal »

JEUDI 10 JANVIER, à 20 h. 30 à l'Elysée-Dancing, avenue Olivier-Houé

Orateur : Raymond BEAULATON

Le Groupe de Le Mans a prévu une série de conférences dont les dates et lieux seront communiqués en temps utile.

2<sup>e</sup> conférence : LE CLERICALISME, par Mauget (fin janvier).

3<sup>e</sup> conférence : GESTION, CONSOMMATION, ETAT, par Pinchof (début février).

4<sup>e</sup> conférence : LE MILITARISME, par Marc Pasion (fin février).

REDACTION-ADMINISTRATION LUSTRE René - 145, Quai de Valmy PARIS (10<sup>e</sup>) C.O.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES 1 AN : 1.000 FR. — 6 MOIS : 500 Frs AUTRES PAYS 1 AN : 1.250 FR. — 6 MOIS : 625 Frs. Pour changement d'adresse joindre 50 francs et la dernière bande

# Fédération Anarchiste

## La Vie des Groupes

LIEN : Les groupes n'ayant pas encore envoyé leurs motions pour le « Lien » sont priés de le faire dès maintenant.

1<sup>er</sup> REGION BELGIQUE. — Pour tous renseignements s'adresser à Ansl André, 5, rue Thomeux, à Fiemalle-Grande-Léage.

2<sup>e</sup> REGION ASSEMBLEE GENERALE. — L'Assemblée générale de la région parisienne aura lieu le dimanche 13 janvier 1952, à 14 h. (lieu suivant convocation). Cartes à jour exigées.

PARIS XIV<sup>e</sup>. — Réunion le mercredi 9 janvier, local habituel.

PARIS XIX<sup>e</sup>. — Réunion extraordinaire du groupe. Présence indispensable des militants le 9 janvier 1952, local habituel.

PARIS-EST. — Réunion du Groupe de l'Est, lundi 7 janvier 1952, présence indispensable de tous les militants.

ASNIERES. — Réunions le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> mercredi de chaque mois à 21 heures, Salle du Centre Administratif.

AULNAY-SOUS-BOIS. — Réunion tous les samedis à 20 h. 30, passages Café du Petit Cynano, Place de la Gare.

CLAMART. — Pour adhésion, les camarades sympathisants sont priés d'écrire 145, quai de Valmy, qui transmettra au responsable local.

YONNE. — Les camarades libéraux et sympathisants sont invités à se mettre en relations avec L. Valero, à Vincennes (Yonne).

REIMS. — Réunion tous les lundis, à 20 h. 30, au local de la Bibliothèque. Paiement des cotisations, renseignements, adhésions. Service de libération le dimanche, de 9 h. à 12 h., au marché Jean-Jaures, face à l'Eclat Cinéma.

LORENT. — Libéraux et sympathisants. Pour renseignements : tous les lundis, de 18 h. à 19 h. 45, café Bozoc, quai des Indes.

NANTES. — Pour le groupe d'études sociales Francisco Ferrer, adresser la correspondance à Henriette Le Schédec, 33, rue Jean-Jaures. Appel est fait aux amis et sympathisants.

NANTES. — Groupe « Fernand Pelloutier ». Permanence du groupe chaque samedi, de 17 à 20 heures, 33, rue Jean-Jau-

res. Réunion mensuelle sur convocation. Adresser toute la correspondance à Robert Pavry, rue de Metz, La Pilottière.

CLERMONT-FERRAND. — Une permanence est assurée, 9, rue de l'Ange au fond du couloir à gauche), le mardi, de 7 h. 15 à 8 h. 15 ; le jeudi, de 13 h. à 14 h. 30 et de 19 h. à 20 h. 30.

LYON-CENTRE. — Permanence tous les samedis, de 16 h. à 20 h., et tous les premiers samedis du mois, de 18 h. à 20 h. Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel.

LYON-VAISE. — Le groupe se réunit tous les 15 jours, le vendredi, chez Luboz, place de Valmy, Lyon-Vaise.

OUILLINS. — Exceptionnellement, la permanence se tiendra Café de la République, à Oullins, le samedi 5 janvier 1952, de 17 à 19 h.

9<sup>e</sup> REGION BORDEAUX. — Groupe Sébastien-Faure. L'école rationaliste Francisco Ferrer continue sa série de causeries tous les lundis à 21 heures, à l'Athénée municipal. Ces cours sont ouverts à tous les militants et sympathisants.

Une librairie fonctionne tous les dimanches, de 10 heures à 12 heures, à l'ancienne Bourse du Travail, 42, rue de Lande.

10<sup>e</sup> REGION TOULOUSE. — Réunions tous les samedis de chaque mois à 21 heures, Brasserie des Sports, boul. de Strasbourg. Tous les dimanches matin vente de librairie et du « Lib » à la criée face 71, rue du Tour.

11<sup>e</sup> REGION PERPIGNAN. — Le groupe se réunit tous les mercredis, au local habituel. Pour tous renseignements concernant le F. F., adressez-vous au journal, qui nous transmettra.

12<sup>e</sup> REGION MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis, de 19 à 20 h. Bibliothèque. Librairie.

MARSEILLE F.A.4. — Le groupe se réunit tous les mardis, de 18 h. 45 à 20 h. 30, 12, rue Pavillon, 7<sup>e</sup> arr., 2<sup>e</sup> étage, et fournit tous renseignements concernant la F.A.

13<sup>e</sup> REGION NICE. — Permanence 16, rue Gioffredo, Café du Centre, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi du mois, de 15 h. à 17 h.

# CULTURE ET REVOLUTION

## CLASSIQUES DE L'ANARCHISME

### RÉALISATION COMMUNISTE-LIBERTAIRE EN ESPAGNE

#### I. — STRUCTURE DE LA FÉDÉRATION RÉGIONALE DES COLLECTIFS AGRICOLES

La Commission nommée par le congrès pour établir un texte de résolution sur le cinquième point de l'ordre du jour, traitant de la structure de la Fédération régionale des collectifs agricoles, après un ample échange de vues, propose les résolutions suivantes à la considération du congrès :

1° Constituer la Fédération régionale des collectifs pour coordonner la puissance économique de la région; et pour donner caution solidaire à cette Fédération, d'accord avec les principes d'autonomie et de fédéralisme qui sont les nôtres;

2° Pour construire cette Fédération, observer les règles suivantes : a) les collectifs doivent se fédérer par canton; b) pour maintenir la cohésion et le contrôle des comités cantonaux entre eux, sera créé le Comité régional des collectifs;

3° Les collectifs établiront une statistique exacte de leur production et de leur consommation, qu'ils enverront à leur comité cantonal respectif, lequel le transmettra au comité régional;

4° La suppression de la monnaie dans les collectifs et son remplacement par la carte de ravitaillement, permettront de mettre à la disposition de chaque collectif les quantités de subsistances nécessaires;

5° Pour que le comité régional puisse procéder au ravitaillement des collectifs en produits provenant d'importations les collectifs ou les comités cantonaux fourniront au comité régional une quantité de produits en rapport avec la richesse de chaque localité ou canton, afin de créer le Fonds régional d'échanges extérieurs.

#### II. — NOUVELLE FORME ORGANIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA TERRE

La Commission de résolutions chargée de statuer sur ce point de l'ordre du jour, porte à la connaissance du congrès ce qu'elle croit devoir être une modalité dans la nouvelle forme organique de l'administration de la terre.

Nous acceptons le principe, comme organe futur de contrôle sur l'administration des propriétés du peuple.

Toutefois, en tant que collectivités fédérées, cantonalement, nous proposons d'abolir les limites totales de la propriété que nous cultivons, et, à notre avis, il sera nécessaire que le congrès envisage les points suivants :

1° Les collectifs étant constitués en fédérations cantonales, il sera entendu que les territoires locaux administrés par ces fédérations ne constitueront plus qu'un seul territoire sans limites intérieures; et pour tout ce qui concerne les champs cultivés, instruments de travail, machines agricoles, ainsi que les matières premières qui leur sont destinées, ils seront mis à la disposition des collectifs qui viendraient à en manquer;

2° Les collectifs qui ont surabondance de main-d'œuvre, ou qui, en certaines époques de l'année, n'utilisent pas tous leurs producteurs parce que ce n'est pas le moment approprié pour leurs travaux, pourront être utilisés, sous le contrôle du comité cantonal, pour renforcer les collectivités qui manquent de bras.

#### III. — CONDUITE A TENIR VIS-A-VIS DES CONSEILS LOCAUX ET DES PETITS PROPRIÉTAIRES

La Commission de résolution chargée d'interpréter les sentiments du congrès sur ce point de l'ordre du jour, porte à la considération de celui-ci les principes fédéralistes ci-dessous exposés.

1° Rapports avec les conseils locaux. a) Les conseils locaux composés des représentants des diverses organisations antifascistes, ont une fonction particulière entièrement légale, qui leur a été reconnue par le comité régional de défense de l'Aragon.

b) Toutes les propriétés foncières collectives exercent une fonction nettement distincte de celle des conseils locaux et cantonaux;

c) Mais comme les syndicats sont appelés à nommer et contrôler les délégués aux deux fonctions ci-dessus, elles peuvent être exercées par le même camarade, étant bien entendu qu'il ne doit les mêler en quoi que ce soit.

2° Rapports avec les petits propriétaires.

a) Il est bien entendu que les petits propriétaires qui, par leur propre volonté, se tiennent à l'écart des collectifs, n'ont aucun droit à en exiger des services en travail ou en nature, puisqu'ils se considèrent capables de se suffire à eux-mêmes;

b) Toutes les propriétés foncières rurales et urbaines et les autres biens ayant appartenu à des éléments factieux, passent aux mains des organisations ouvrières qui existaient au moment de l'occupation et qui sont acceptées dans le collectif. De plus, toutes les terres qui jusqu'à présent n'ont pas été travaillées par

leur propriétaire, fermier ou métayer passeront aux mains du collectif;

c) Aucun petit propriétaire se tenant en dehors du collectif ne pourra posséder plus de terre qu'il n'en aura labouré lui-même, étant bien entendu que cette possession ne lui donnera droit à percevoir aucun bénéfice de la nouvelle société;

d) Il sera tenu pour libre et responsable, pour tous ceux qui persèverent ou son bien ne causeront aucune perturbation de l'ordre collectif, parmi les travailleurs associés;

e) La petite propriété ainsi respectée sera rayée du registre fiscal, en considération de ce que l'égoïsme propriétaire est appelé à disparaître;

f) Seul le conseil administratif du collectif s'occupera de tout ce qui concerne son mandat.

#### IV. — STATUTS DE LA FÉDÉRATION DES COLLECTIFS AGRICOLES D'ARAGON

La Commission chargée d'interpréter les sentiments du congrès et d'en résumer les résolutions sous forme de statuts

b) Contrôler les fermes d'expériences, qu'il y aura lieu d'établir dans les localités où les conditions de terrain sont fédérales de la nouvelle organisation présente le texte suivant à l'approbation des fédérés :

Article premier. — Sous la dénomination de Fédération des collectifs agricoles se constitue en Aragon une association destinée à défendre les intérêts collectifs des travailleurs organisés dans son sein.

Art. 2. — Ses attributions sont les suivantes : a) Propager intensément les avantages du collectivisme basé sur l'appui mutuel;

favorables à la production de semences sélectionnées de toutes espèces;

c) Poursuivre la formation technique agricole des jeunes qui montrent des dispositions à cet égard, par la création d'écoles d'agriculture;

d) Organiser une équipe de techniciens qui étudieront en Aragon la manière de tirer un meilleur rendement du travail qui s'effectue dans les diverses façons culturales;

e) Poursuivre à l'extension commerciale en dehors de la région, dans le but d'améliorer les conditions d'échange extérieur;

f) S'occuper, également, de conduire les opérations commerciales avec l'extérieur, en organisant le contrôle en quantité et qualité de la production régionale, et en constituant une caisse de résistance et d'achat en commun destinée à pourvoir aux nécessités de tous les collectifs fédérés, le tout en bonne harmonie avec le conseil régional de défense d'Aragon.

Art. 3. — Dans le domaine culturel, la Fédération s'occupera :

a) De procurer aux collectifs tous les éléments de développement qui, tout en servant de distraction, élèveront la culture de l'individu et ennobleront l'esprit public;

b) D'organiser des conférences destinées à améliorer et perfectionner la nouvelle situation du paysan; en y joignant la vulgarisation par le cinéma, le théâtre et tous les moyens de propagande appropriés.

Art. 4. — Pour la bonne exécution de ce qui précède, la Fédération nommera un comité régional des collectifs, qui comprendra les charges suivantes : secrétaire général, secrétaire administratif, comptable, trésorier et deux membres.

Art. 5. — Le secrétaire général sera chargé de l'orientation du comité et de la transmission des propositions des collectifs. Il sera dépositaire du sceau social.

Le secrétaire administratif rédigera les procès-verbaux des séances tenues par le comité de la Fédération; en l'absence du secrétaire général, il le suppléera dans ses fonctions.

Le comptable tiendra les livres de la Fédération, et paiera au reçu d'un ordre authentifié par la signature du secrétaire, celle du comptable et le sceau social.

Les membres constitueront les différentes commissions qui sont nécessaires par le fonctionnement intérieur de la Fédération, telles que : propagande, statistique, enseignement technique, etc.

Art. 6. — La Fédération suivant les principes fédératifs, prendra l'initiative d'organiser autant de fédérations cantonales qu'elle le jugera bon pour le développement favorable des collectifs; et celles-ci se tiendront en relations cordiales avec les Conseils municipaux et le Conseil régional de défense d'Aragon.

Art. 7. — Selon les indications et pour le service des collectifs, la Fédération établira la carte de ravitaillement.

Art. 8. — La Fédération tiendra son congrès tous les six mois, et en cas où des circonstances extraordinaires l'exigeraient.

Art. 9. — A chaque congrès ordinaire, le comité fédéral sera renouvelé par moitié.

Art. 10. — Le siège du comité est fixé à Caspe.

Art. 11. — Tout collectif constitué après la constitution de la Fédération régionale obtiendra son admission moyennant l'assentiment des collectifs qui lui sont voisins, décidé par eux en assemblée générale, et dont ils enverront copie au comité régional pour ses archives et pour approbation nécessaire.

Art. 12. — Pour que les collectifs aient droit aux services de la Fédération, ils auront à faire la preuve de leur attachement aux règles déterminées par les présents statuts.

Art. 13. — Ces statuts seront imprimés et distribués sous forme de cartes d'adhésion délivrées à tous les collectivistes fédérés.

Art. 14. — Tout ce qui se décide dans les congrès et Plenums des délégués de la Fédération est valable, même en ce qui échappe aux prévisions des présents statuts.

Billet  
surréaliste

## Cimetière de vivants

par  
Bernard  
ROGER

S' parmi ce qu'il est convenu d'appeler les « arts plastiques » l'architecture semble ne pas devoir se prêter à l'exploration du réel de la même façon que le peintre, le sculpteur et la sculpture par exemple, les villes que construisent les hommes, expression dans les trois dimensions de l'activité collective, n'en sont pas moins une concrétisation de la structure sociale et mentale de la civilisation dont ils dépendent.

L'infâme chrétienté a su, en détournant à son profit les désirs de leur objet véritable, attirer dans ses palais somptueux la foule avide d'un faux bonheur qu'on lui débaîait à la petite semaine. Parmi ses débris actuellement pourris mais encore vénérables ne peut-on reconnaître de nos jours, dans l'énorme jeu de cloisonnements que représente une ville, son entreprise, de pair avec ses complices conscients ou non, de cloisonnement à l'infinité à l'intérieur de l'esprit, destiné à endiguer le plus longtemps possible les flots de la révolte ? De la même façon, des hommes séparés par les murs sombres de nos rues et, de nos cours, les lois de mitoyenneté et la propriété la plus dégradante entraînant l'agressivité réciproque, voient de ce fait accrues leurs difficultés à s'unir contre les maîtres immondes.

Depuis de nombreuses années déjà se fait jour un courant d'idées appelées, si l'on en croit leurs promoteurs, à un très grand avenir, très longuement exprimées dans de beaux albums colorés mais cependant soporifiques concernant une architecture dite moderne. Parallèlement des réalisations sont apparues dans le monde entier, certaines sont encore en cours d'exécution. L'idée maîtresse, clef de voûte de cet édifice aux cubes agressifs d'une mortelle monotonie, est un amalgame de certaines lois d'hygiène et de prétentions esthétiques des moins louables. Au-delà rien de neuf. Ce qu'on veut nous faire prendre pour une architecture révolutionnaire n'est que la mise en application du principe selon lequel les hommes ont le droit de respirer l'air qui les entoure et de profiter du soleil.

« Soleil-espace-verture ». Certes nous n'avons rien contre de telles préoccupations, sinon qu'elles sont infiniment insuffisantes. De ces villes très propres, orthogonales comme tout ce qui est mort, les habitants trouveront toutes installations pour aller se récréer sur des terrains de sport modèles, après quoi ils rentreront manger la soupe dans leur pantoufle familiale, dans l'une des petites caisses aménagées à cet effet. Puis ils rêveront que leur musculature atteint les proportions des « beaux volumes assemblés sous le soleil » dont, toute la journée, ils subissent l'avidité squelettique.

Il faut voir, dans cette architecture

systématiquement dépouillée, vidée de tout contenu, dont l'expression la plus parfaite à l'heure actuelle semble nous être donnée par les buildings de Mies van der Rohe, aux états de géométries parallépipédiques de béton, d'acier et de verre, le digne héritage de l'entreprise de castration universelle à laquelle s'est appliquée depuis toujours la religion judéo-chrétienne.

Le plus grave est que toute une génération de jeunes architectes, dont certains à peine sortis de la période de formation, et parmi eux-là mêmes qui de toutes leurs forces tentent d'échapper au filet des idées sclérosées d'un académisme où l'Ecole des Beaux-Arts, par exemple, s'emploie activement à les enfermer, reste aveugle à l'absurdité d'un tel dépouillement, jusqu'à s'en faire l'écho fanatique. Etouffer systématiquement toute passion, toute sensibilité, montrer à l'égard de l'imagination la plus grande défiance, repousser comme des fantaisies les plus suspectes les propositions du rêve, en résumé refouler et tuer en soi toutes les manifestations de la vie, tels sont les préceptes de ce nouveau credo. Il faut à tout prix nous faire vivre dans des machines d'où l'on aura soigneusement banni tout ce qui n'appartient pas au domaine de l'utilité la plus immédiate, le progrès devant les amener à leur forme la plus parfaite, le rectangle blanc aux belles proportions, bordé de noir, portant en son centre un croix noire.

Sans préjudice d'illustres préoccupations quant à la beauté des rapports dimensionnels, c'est dans le seul principe d'économie, sous toutes ses formes, que se cachent les véritables motifs de ce projet d'un édifice moderne. Il faut à tout prix nous faire vivre dans des machines d'où l'on aura soigneusement banni tout ce qui n'appartient pas au domaine de l'utilité la plus immédiate, le progrès devant les amener à leur forme la plus parfaite, le rectangle blanc aux belles proportions, bordé de noir, portant en son centre un croix noire.

Sans préjudice d'illustres préoccupations quant à la beauté des rapports dimensionnels, c'est dans le seul principe d'économie, sous toutes ses formes, que se cachent les véritables motifs de ce projet d'un édifice moderne. Il faut à tout prix nous faire vivre dans des machines d'où l'on aura soigneusement banni tout ce qui n'appartient pas au domaine de l'utilité la plus immédiate, le progrès devant les amener à leur forme la plus parfaite, le rectangle blanc aux belles proportions, bordé de noir, portant en son centre un croix noire.

(Suite des précédents numéros) (1) Etudions ce texte. D'abord, le cardinal semble catégorique, franc, loyal; il ne tergiverser pas : « L'Eglise impose... ». Puis il se fait plus souple, il laisse entrevoir que l'Eglise sait modérer ses exigences. Enfin, il explique, mais de telle manière que ces précisions apparemment objectives, tendent à valoir l'indéfini. C'est l'argumentation typique du Jésuite qui sert à tranquilliser l'adversaire et à enchaîner un peu plus l'incis. Or, il résulte de ces quelques lignes que l'Eglise peut avoir dans tous les domaines, de la vie sociale à la vie privée, un principe, une directive à imposer pour lesquels, suivant sa puissance, elle exigera avec plus ou moins de menaces « l'assentiment » (1) et l'obéissance. Nous savons déjà que les exigences de l'Eglise sont multiples, ses directives « en vue du bien religieux ou moral » à l'infini. Elles vont, par exemple, de l'enseignement des vérités révélées, imposées même aux enfants de familles athées ou de religions différentes, à la réglementation de l'ampleur des maillois de bains. Toutes choses et bien d'autres pratiquées, dans le présent, en Espagne et en tous lieux où l'Eglise règne sans conteste le vainqueur.

La concurrence qui oppose l'école laïque à l'école catholique a mis cette dernière dans l'obligation d'une apparente évolution. Il fallait attirer la clientèle, toujours impressionnable. Mais les méthodes restent celles qui étaient en vigueur avant 1789 et restent fatalement basées sur l'Esprit qui les guide : obéissance, respect obséquieux.

Si nous ouvrons un manuel de morale ou d'enseignement religieux quelconque, en cours dans l'enseignement catholique à tous les degrés, nous y trouvons à tous instants les préceptes suivants :

1° Soumission et obéissance aux parents.

2° Soumission et obéissance aux chefs et aux ministres de l'Eglise.

3° Soumission et obéissance aux représentants de l'autorité civile.

4° Soumission et obéissance aux éducateurs.

J'ai sous les yeux une circulaire datée de février 1948, émanant d'une école libre de Marseille et destinée aux parents d'élèves. Elle a cinq pages et s'intitule : « Conclusions tirées du Questionnaire sur l'Obéissance ». Elle sert à reproduire entièrement, car elle démon-

face en s'attirant des sympathies, de mobiliser, quand on veut construire des maisons, aussi peu que possible de crédits et d'énergie, la priorité étant donnée à la fabrication d'armes de haute qualité. D'autre part de donner à notre vie quotidienne, en même temps qu'à son décor, une banalité telle qu'une guerre puisse arriver à nous sembler, après tout, une aventure préférable à l'ennui mortel que l'on nous construit jour après jour, comme un mur toujours plus haut et plus blanc.

Par quelle coïncidence étrange ces maisons que l'on nous vante avec roulements de tambour ressemblent-elles tant à des casernes où l'on emplit un millier d'habitants (le fait que ce soit au soleil et dans la verdure ne fait que mieux avaler le poison) sur lesquels leurs maîtres achètent sans képi l'angle de vue le plus commode ? Il n'y a pas grande différence de ces camps-cités-jardins que nous connaissons trop à la grande bâtisse grisâtre où l'on prétend vouloir nous « apprendre à habiter ». Dans l'un et l'autre cas, par cette volonté de standardisation de l'affectivité, l'individu est autant menacé.

Ce courant d'idées et de faits, dans le domaine architectural, systématisé pour une part, il y a plusieurs années, sous le titre d'« Esprit nouveau », s'est déclaré dès sa naissance l'ennemi acharné d'un académisme dont il est à peu près inutile de parler ici. L'opposition, que l'on veut nous présenter comme fondamentale, n'est en réalité que toute formelle. Il y a, reconnaissons-le, un progrès de l'inqualifiable reconstruction d'ordres, par exemple, métrich d'un passé enterré sous les sables, à l'unité d'habitation de Le Corbusier, à Marseille, en ce qui concerne le confort. Mais là aussi on s'est appliqué à revaloriser la vie de famille, la course à pied et autres vertus en honneur des deux côtés du rideau de fer.

Sans doute les villes où se grouperont les hommes d'un monde nouveau ne pour-

ront-elles se construire solidement que sur un terrain purifié par le feu de la révolution. Mais en admettant que des indices doivent apparaître aujourd'hui, si l'architecture doit dès maintenant apporter sa part de subversion, certainement ce n'est pas chez Le Corbusier (2) ni chez ses disciples qu'il est donné de l'observer. Ailleurs, dispersés dans le monde, des îlots d'inquiétude se précisent. Des échos nous parviennent d'Italie, du Brésil, des Etats-Unis même parfois. Trop souvent ce sont des plagiat de formes découvertes par d'autres, l'authenticité ne s'est pas encore manifestée d'une façon certaine. Mais ces essais, pour si timides et si peu fructueux qu'ils soient, sont comme les signes d'une éclosion prochaine.

Demain nos maisons seront des bulles légères ouvertes à l'amour, belles comme des chevelures de femmes dans le grand vent.

N.D.L.R. — Cet article n'engage pas la Rédaction. Nous le verrons au dossier, pour une éventuelle discussion sur le problème de l'habitation.

(1) Il n'est pas ici question des seules constructions dites « à bon marché », d'économie à courte vue. Ceci s'applique tout aussi bien à un Le Corbusier qui à la plupart des responsables de l'architecture actuelle considère comme accepté d'avant-garde, à tous ceux qui ont accepté de consacrer leurs efforts à la recherche de minima, même si ces minima sont sur quelques points supérieurs à ce qui existait généralement avant eux. Dépense minimum, chambre minimum, espace minimum, vie minimum.

(2) Une phrase telle que : « Le leur donne dans la nature du Bon Dieu une maison pour le bonheur de l'homme » devrait suffire, dans l'esprit d'un révolutionnaire, à situer le niveau intellectuel et moral de son auteur, même si avec raison on voit le représentant en lutte contre la malhonnêteté scandaleuse de la grande majorité de ses confrères.

## L'Eglise et l'Enseignement

(Suite des précédents numéros) (1)

Etudions ce texte. D'abord, le cardinal semble catégorique, franc, loyal; il ne tergiverser pas : « L'Eglise impose... ». Puis il se fait plus souple, il laisse entrevoir que l'Eglise sait modérer ses exigences. Enfin, il explique, mais de telle manière que ces précisions apparemment objectives, tendent à valoir l'indéfini. C'est l'argumentation typique du Jésuite qui sert à tranquilliser l'adversaire et à enchaîner un peu plus l'incis. Or, il résulte de ces quelques lignes que l'Eglise peut avoir dans tous les domaines, de la vie sociale à la vie privée, un principe, une directive à imposer pour lesquels, suivant sa puissance, elle exigera avec plus ou moins de menaces « l'assentiment » (1) et l'obéissance. Nous savons déjà que les exigences de l'Eglise sont multiples, ses directives « en vue du bien religieux ou moral » à l'infini. Elles vont, par exemple, de l'enseignement des vérités révélées, imposées même aux enfants de familles athées ou de religions différentes, à la réglementation de l'ampleur des maillois de bains. Toutes choses et bien d'autres pratiquées, dans le présent, en Espagne et en tous lieux où l'Eglise règne sans conteste le vainqueur.

La concurrence qui oppose l'école laïque à l'école catholique a mis cette dernière dans l'obligation d'une apparente évolution. Il fallait attirer la clientèle, toujours impressionnable. Mais les méthodes restent celles qui étaient en vigueur avant 1789 et restent fatalement basées sur l'Esprit qui les guide : obéissance, respect obséquieux.

Si nous ouvrons un manuel de morale ou d'enseignement religieux quelconque, en cours dans l'enseignement catholique à tous les degrés, nous y trouvons à tous instants les préceptes suivants :

1° Soumission et obéissance aux parents.

2° Soumission et obéissance aux chefs et aux ministres de l'Eglise.

3° Soumission et obéissance aux représentants de l'autorité civile.

4° Soumission et obéissance aux éducateurs.

J'ai sous les yeux une circulaire datée de février 1948, émanant d'une école libre de Marseille et destinée aux parents d'élèves. Elle a cinq pages et s'intitule : « Conclusions tirées du Questionnaire sur l'Obéissance ». Elle sert à reproduire entièrement, car elle démon-

tre à quelle poigne de fer le monde serait soumis sous la dépendance des cléricaux. En voici un aperçu : « Le principe de l'autorité est Dieu même. Les parents... les éducateurs... tiennent leur autorité de Dieu et ainsi pour toutes autorités légitimes. »

« La nous trouvons la raison des qualités de l'obéissance : l'enfant doit obéir promptement, sans discuter, de son mieux. Or, ce principe même de l'autorité est passé sous silence à l'heure actuelle, quand il n'est pas nié. Si l'on accepte d'obéir, c'est au chef qu'on s'est choisi soi-même, ou bien au chef dont les qualités, dont la valeur nous apparaissent réelles. Conception fautive, dangereuse. Dans ce cas, c'est à soi-même, à son jugement personnel qu'on obéit, non au représentant de Dieu. Conception païenne, venue de ce que le sens de Dieu et de sa transcendance s'est obscurci. »

LES METHODES

Il n'est pas inutile de juxtaposer ce texte à celui du cardinal Verdier cité plus haut. Ils se complètent, l'un s'adresse à l'esprit, l'autre indique la méthode. Et en passant, saluons cette dame, directrice sécularisée, auteur de cette circulaire, pour l'adresse qu'elle possède à donner une leçon de « bonne » politique aux adultes au travers d'un exposé sur l'obéissance des enfants. Ainsi on aura discrètement rappelé à ces derniers que le régime républicain est de « conception païenne ».

Il ne faut donc pas s'étonner que toutes les méthodes nouvelles d'éducation

« L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE »

de JEAN MAITRON EST SORTI DES PRESSES

Les souscripteurs de province qui ont versé la somme intégralement le recevront par la poste en port dû.

Ceux de la région parisienne sont invités à le retirer, 145, quai de Valmy, Paris-10<sup>e</sup>.

Les souscripteurs partiels sont priés

instantanément de verser la reliquie (400 ou 450 francs) pour recevoir leur livre, plus 131 francs de frais de port pour la province.

tion et tous les pédagogues révolutionnaires (au sens éducatif) qui relient l'obéissance, la soumission, aux oubliettes, trouvent comme ennemi acharné tout ce qui se rattache au cléricisme.

A. ARRÜ (A suivre.)

(1) Se reporter aux numéros 291, 292, 293 et 294.

## Offrez des livres...

1<sup>er</sup> Lot : La Révolution inconnue (Voline) ; La hache de Wanbek (2 tomes) (A. Zweig) ; Les Marais (D. Rollin). Prix : 1.500 francs.

2<sup>e</sup> Lot : Bethel Merriaday (Sinclair Lewis) ; Zola (Zévaès) ; La lie de la terre (A. Koestler) ; Les Fleurs du Mal (Ch. Baudelaire). Prix : 900 francs.

3<sup>e</sup> Lot : L'Ere des Organisateurs (J. Burnham) ; Les manants du Christ (G. Régler) ; Nouvelles histoires extraordinaires (E. Pezé). Prix : 1.000 francs.

4<sup>e</sup> Lot : Histoire de l'Anarchie (A. Sergent) ; Voyages sans cartes (G. Greene) ; Le petit monde de Don Camillo (G. Guareschi). Prix : 1.600 francs.

5<sup>e</sup> Lot : La révolution sociale ou la dictature militaire (Bakounine) ; Le bonheur intime (D. Naguib Riad) ; Anthologie nègre (Blaise Cendrars). Prix : 1.100 francs.

6<sup>e</sup> Lot : Pour vaincre l'impérialisme soviétique (J. Burnham) ; Les enfants Jérôme (E. Wiechert) (2 tomes). Prix : 1.500 francs.

7<sup>e</sup> Lot : L'Inde devant l'orage (T. Mende) ; La Chine, du nationalisme au communisme (J.-J. Brioux) ; Si l'Allemagne avait vaincu (R. Robban). Prix : 1.350.

8<sup>e</sup> Lot : L'Affaire Toulav (V. Serge) ; Veille de fête (R. Bouteau) ; Ma vie d'enfant (M. Gorki). Prix : 950 francs.

9<sup>e</sup> Lot : Le Yogi et le commissaire (A. Koestler) ; En gagnant

## ...en fin d'année

mon pain (M. Gorki) ; Secret et violence (G. Glaser). Prix : 1.100 francs.

10<sup>e</sup> Lot : L'ombre suit le corps (D. Rollin) ; Colin Maillard (R. Neumann) ; Les temps incertains (A. Mandel). Prix : 1.400 francs.

11<sup>e</sup> Lot : Les Papiers (J. Rousselot) ; Les deux sœurs (D. Rollin) ; Le feu qui prend (J. Cayrol). Prix : 900 francs.

12<sup>e</sup> Lot : Le jeu solitaire (F.-R. Delavalle) ; Maguelonne (G. Nancay) ; Nora (Marestan) ; Le Dieu des ténèbres (Koestler-Silone). Prix : 1.200 francs.

13<sup>e</sup> Lot : L.-F. Céline, tel que je l'ai vu (M. Hindus) ; Pièces roses et noires (J. Anouilh). Prix : 1.100 francs.

14<sup>e</sup> Lot : Le Christ d'Hollywood (U. Sinclair) ; Sébastien Faure (S. Humbert) ; Discours de la Servitude volontaire (E. de la Boétie). Prix : 600 francs.

15<sup>e</sup> Lot : Trimard (E. Bachelet) ; Un anarchiste de la Belle époque (A. Sergent) ; Bréviaire de la haine (L. Poliakov). Prix : 1.250 francs.

En dehors des lots présentés qui bénéficient déjà d'une ristourne, un rabais de 10 0/0 est fait sur tout achat de librairie à partir de 1.000 francs, entre le 15 décembre et le 15 janvier.

Ajouter 25 francs pour frais de colis recommandé. Les commandes doivent être passées au C.C.P. 8032-34 - Paris, LUSTRE René, 145, quai de Valmy.

# Un toit pour chaque travailleur (2) LES H.L.M.

NOUS avons vu que pour construire 300.000 logements annuels, 600 milliards sont indispensables, de même que sont indispensables un accroissement de la main-d'œuvre et une production accrue de matériaux.

Offices publics (communaux ou départementaux), sociétés anonymes, sociétés coopératives et sociétés de crédit immobilier, sous forme d'organismes H.L.M. reçoivent le crédit de l'Etat pour bâtir.

En 1951, ces organismes ont reçu de l'Etat la malheureuse somme de 45 milliards ! L'Etat qui se spécialise dans le sabotage, sabote les organismes H.L.M. dans leur rôle social comme il sabote tout ce qui regarde la paix.

En outre, les organismes d'habitation à loyer modéré, créés pour que « les personnes peu fortunées vivant principalement de leur salaire » puissent se loger ne disposent que de logements trop coûteux pour les travailleurs et dont le loyer atteint souvent 80.000 fr. par an !

Résultat : depuis la Libération, faute de crédits, les H.L.M. n'ont pu construire que 3.431 logements dans la Seine. Dans ce même département pourtant, 250.000 taudis « hébergent » 250.000 travailleurs et leurs familles. Résultat : mortalité infantile et délinquances accrues.

Néanmoins, gouvernement et députés justifient leur carence en prétendant que les loyers en France sont trop bon marché et que cela explique l'absence de capitaux privés investis dans la construction.

L'ouvrier américain ne dépense-t-il pas 25 % de son salaire pour payer son loyer ?

Le Gouvernement se garde bien d'ajouter que le salaire de l'ouvrier américain, déduction faite du loyer, reste de loin supérieur à celui de l'ouvrier français ! Le travailleur français ne se refuserait certainement pas à verser un quart de son salaire si sa paie n'était pas aussi dérisoire !

Mais est-il seulement question des travailleurs ?

Le directeur de l'Union Nationale des fédérations d'organismes H.L.M., M. Langlet, au cours d'une récente interview, a pu déclarer ce qui suit :

« ... Les Pouvoirs publics font appel aux organismes d'H.L.M. pour répondre à de nouveaux besoins sans cesse plus impérieux et plus étendus :

« — Logement de fonctionnaires dont la nomination, la mutation et l'avancement se heurtent trop souvent à l'absence d'habitation.

« — Logement de militaires appelés à résider auprès de bases nouvelles.

Aux E. D. M. de Nice

## SOLIDARITÉ AGISSANTE

DEPUIS le renvoi des quatre-vingt-sept (1), les travailleurs des E.D.M., par solidarité agissante, ont pris la décision de ne travailler que quarante heures de travail par semaine pour permettre la réintégration des licenciés. Cette mesure est bonne puisque à l'heure présente, dix ouvriers ont déjà été réintégrés. Mais le patronat, les Pouvoirs publics — en l'occurrence l'inspecteur du Travail Verheyre, qui, comme Bidault, sacrifie à Bacchus — et le syndicat jaune C.T.I., briseur de grève permanent, ont, de leur côté, fait le maximum pour ramener l'horaire à 45 heures (voir lettre du secrétaire C.T.I. à l'inspecteur du Travail). Certes, ce n'est pas de gaieté de cœur que les travailleurs font la grève de la misère en refusant ces cinq heures de travail, mais par là, ils démontrent qu'ils sont aptes à défendre et leurs camarades et leur liberté (fut-elle de cinq heures) que le patronat voudrait leur ôter.

Cela n'est qu'un aspect du combat. Jeudi, à ce lieu un arrêt de travail d'un quart d'heure, une délégation ouvrière avec délégués C.G.T. et délégation extra-syndicale (à l'exception des seuls C.T.I. qui travailleraient) a été reçue par le Directeur, contrairement à son habitude.

Au cours de la discussion, le directeur François a prétendu :

A. Que les banques refusaient tout crédit à son usine, ruinée par les « désordres continus » (lire grèves, arrêts de travail) et par les difficultés de paiement des clients.

Pourtant, le capital social déclaré de l'usine est passé de 120.000 fr. en 1947, 48, 49, 50 à — tenez-vous bien — 9 millions 600.000 francs en 1951 (c'est-à-dire 9 millions 600.000 francs de moins).

B. « Si l'usine fermait, le directeur ne serait pas plus riche que le simple manoeuvre ».

C. « Si la paye a lieu ce soir jeudi, c'est grâce à l'argent du directeur » — pas si fauché, alors !

A part ça, le directeur, qui renvoyait 14 délégués et suppléants pour le seul délit d'opinion, qui prétend pouvoir même dans son usine, interdire de parler (voir N. de service) se distinguait en terminant son entrevue par cette monstruosité démocratique-républicainefrançaise : « Travailler et se taire » ! !

M. François peut mentir, mais si quelqu'un doit se faire et travailler, ce sont bien les individus de son espèce qui établissent des fortunes colossales sur la sueur des travailleurs.

Quant aux travailleurs conscients et solidaires, ils doivent savoir faire taire parfois les sentiments du ventre, apprendre à avoir faim pour sauver 87 familles, et en même temps sauver la leur en conservant la liberté. Le jour où la liberté meurt, le travailleur meurt, il a cessé d'être homme pour devenir esclave.

A. PALL.

P.-S. — L'usine Audemard, Savon et huile « Niclor », vient de renvoyer 46 employés.

(1) Voir le « Lib. » n° 279 du 17-8-51.

« — Logement du personnel des industries en cours de décentralisation et de création.

« — Logement des étudiants pour la création de cités universitaires.

« Ceci est d'autant plus pénible et tragique que la plupart des sans-logis et des mal logés qui, faisant la queue dans les bureaux des organismes d'H.L.M. n'obtiennent rien d'autre qu'un vague numéro d'enregistrement en vue d'une attribution aussi lointaine qu'imprécise. »

De fait, il s'agit moins de loger les travailleurs que de caser les fonctionnaires (selon la hiérarchie), les officiers, les sous-officiers et les cadres de l'industrie qui, eux, peuvent payer le prix d'un haut loyer.

Le programme du Gouvernement est paraît-il « un toit pour chaque Français ». Sa politique actuelle du logement démontre bien que par « Français » il qualifie certaines classes parasites.

Nous, nous exigeons un toit pour chaque travailleur. Nous savons seulement que ce n'est pas dans le cadre du régime que nous subissons que les travailleurs pourront être logés décemment.

Nous savons que les gentils enfants de la banlieue parisienne, ceux d'Aubervilliers comme ceux de Saint-Denis ou de Vitry, les gentils enfants des mineurs du Nord ou de Lorraine, les gentils enfants de Lyon, de Marseille, de Bordeaux, de Strasbourg, ne vivront pas toujours dans la misère des taudis et dans les ruines.

## ELECTIONS DU S. N. I.

### Aux jeunes instituteurs...

Mes chers Camarades,

Il n'est pas dans mes habitudes d'essayer de mobiliser les énergies pour une quelconque campagne électorale, et les gars de ma promo le savent bien. Mais des élections vont avoir lieu qui ont sur notre syndicalisme d'éducateurs une importance considérable. Pour 2 ans, nous allons placer à la tête de notre organisation des gens qui ont la possibilité de s'enfoncer davantage dans l'enfer qui nous menace ou celle de faire un effort pour orienter nos réactions contre lui. C'est pourquoi je pense qu'il est urgent de réfléchir sur quelques problèmes :

— Il est un lieu commun de signaler la préparation intensive au « casse-gueules ». On nous surcharge d'impôts ; on nous lie de plus en plus aux finances d'entre-Atlantiques ; on met en boîte ceux qui essaient de regimber — eh ! les ex-normalos, nous en avons su quelque chose l'an dernier — et pour couronner tout ça, on nous promet pour l'immédiat 6 mois de plus d'abrutissement pour apprendre à « mourir pour la patrie » de ceux qui nous font tuer.

Pensez donc ! Il faut habituer nos esprits à l'automaticisme qu'on nous soupçonne d'ignorer (« la discipline fait la force de l'armée », cf. cours de P.M.).

Situation économique ! Il devient lassant d'en parler, on n'entend que ça : pouvoir d'achat dérisoire, hausses constantes malgré les promesses fabuleuses et on nous fait envisager le « pain gris » à en faire pâlir les « Fri-sous », sans oublier le plan « d'austérité » pour nous et non pour les heureux de la vie !

Résultats ? En premier lieu, atteinte à l'éducation populaire qui nous intéresse au premier chef. Que voulez-vous ? L'Eglise constitue une force de régression que nos Maîtres-du-jour ne peuvent dédaigner, sans risques de disparition.

Ensuite, assaut contre toute expression libre et en particulier contre la presse indépendante, par l'augmentation catastrophique des frais d'impression et de papier.

Attaques contre la liberté en général et en particulier contre les libertés syndicales et revendicatives.

Donc, noir tableau !

Qu'oppose le monde du travail à cela ? L'extrême division, savamment entretenue par Patronat et Etat (hiérarchie odieuse et surannée, trahisons des états-majors syndicaux sans scrupules) ne permet que de faibles espoirs, malgré les tentatives fructueuses des Comités d'action à la base.

Quant à notre S.N.I. « fort de son unité sauvegardée », nous connaissons ses réalisations (en particulier à l'égard des revendications normalisées...). A part une activité de motions ronflantes, d'appels « au sang-froid et à la raison » et d'« interventions au ministère », il se retranche dans sa solitude inefficace et corporative. Son désir de ne pas se laisser rattacher aux blocs belliqueux paralyse toute son action.

Quant à certains camarades minoritaires, beaucoup plus actifs et ceci surtout dans le domaine de la jeunesse, il leur reste à nous démontrer la pureté de leurs intentions. Car, bien sûr, nous ne pouvons accepter de soutenir sans réserves le pays de leurs rêves : il ne s'agit pas pour nous de changer la manière d'exploiter, mais bien de supprimer l'esclavage à jamais. Que pouvons-nous donc faire ?

1° Savoir quels sont les responsables de tels maux : le Capital et l'Etat, sont complètement indispensables, ceci ne fait l'ombre d'un doute.

## CALENDRIER S.I.A.

Camarades,

Demandez le nouveau calendrier S.I.A. 1952, artistiquement imprimé. En vente au 145, Quai de Valmy, 90 fr. et 105 fr. port compris.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centrale du Croissant  
19, rue du Croissant, Paris-20.  
P. ROCHON, imprimeur.

# LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers !! La terre aux paysans

## Le minimum vital : une imposture !

Le gouvernement fixe le « minimum vital » après avis de la Commission supérieure des Conventions collectives. Les partis politiques, qui se disent défenseurs de la classe ouvrière, réclament, par l'intermédiaire de leurs succursales syndicales, le minimum vital. Certes, les fautes sont différentes. Chaque Centrale syndicale a son budget-type qui lui est bien particulier. Sur la scène on est en désaccord. Dans les coulisses, beaucoup moins. Cette embrassade pour les 23.600 fr. lors de la fixation, en septembre, du nouveau minimum vital, nous le démontre assez bien.

La DROITE nous offre le minimum vital, la « GAUCHE » le réclame. Nous n'avons nullement peur des mots, mais ces deux mots nous écœurent. Nous ne trouvons rien de plus vil, rien de plus inhumain rien de plus aristocratique, que de soumettre les travailleurs à un minimum vital, car qui dit « MINIMUM », dit MAXIMUM. Le minimum pour celui qui produit, le maximum pour celui qui tire profit du travail d'autrui, et du petit commerçant au grand « brasseur » d'affaires, il est légion.

De temps en temps, le gouvernement, avec des haut-le-cœur, des réticences, se penche sur ce problème de fixation du M.V. N'en doutez pas, il

est plus nerveux et plus allègre pour fournir les 500 milliards nécessaires par an, pour la continuation du massacre en Indochine.

Le gouvernement donne parcimonieusement d'une main, mais reprend largement de l'autre. En même temps qu'il fixe le dernier M.V., il annonce les hausses suivantes : 20 % sur le charbon, 5 % sur les boulets domestiques, 10 % sur l'électricité, et le pain passe de 38 fr. à 50 fr. le kilo.

Nous qui n'avons aucune confiance dans un gouvernement quel qu'il soit, de même dans aucun parti politique, nous constatons que cela est dans l'ordre des choses. La société capitaliste est toujours au stade offensif. Mais pour celui qui est toujours fidèle aux règles de la société établie, nous cherchons avant tout à l'éclairer, à le renseigner, à lui faire percevoir et le rendre à l'évidence du rôle néfaste de ses dirigeants. Gouvernements, partis politiques, tous ont peur du prolétariat. Le résultat de ce que nous pouvons escompter se résume à cette équation 0 + 0 = 0.

Vous pourriez nous objecter : « En face du gouvernement et des partis politiques, il y a les Centrales syndicales. » Précisément, et c'est justement là que se situe le hic de l'histoire. C'est là que réside la plus formidable imposture. Nous avons dit que nous pensions du gouvernement, des partis politiques, notre jugement est irréfutable. Voyons ces dernières. Quelques chiffres vous éclaireront mieux qu'une longue diatribe. Nous prendrons les trois plus grandes

Centrales présentant : C.G.T.-C.F.T.O.-C.F.T.C., toutes trois succursales avouées ou inavouées des trois partis suivants : P.C.-S.F.I.O.-M.R.P. Pour les autres Centrales, nous excluons la C.N.T. qui, de tout temps, s'est élevée contre le mini-

um vital, de nos appréciations peu louangeuses. Nous allons aussi inclure dans notre tableau, le budget-type de la Commission Supérieure des Conventions collectives. Voyons ce que l'on nous propose, ce que l'on a, ce que l'on devrait avoir :

Mois	Budgets-types pour le calcul du minimum				Minimum vital fixé	Salaire basé sur 1938 au 1er du mois
	C.S.C.V.	C.G.T.	C.F.T.O.	C.F.T.C.		
Janvier 1950	15.104	18.809	16.194,85	15.872	11.900	28.800
Janvier 1951	manque	21.443	17.845,60	17.688	15.600	31.125
Avril	17.120	23.698	18.878,80	19.295	17.400	32.685
Mai	18.589	23.912	19.410,50	19.626	17.400	33.225
Juin	17.732	24.950	20.229,10	20.185	17.400	34.365
Juillet	18.057	25.676	20.224,30	20.561	17.400	33.870
Août	18.059	26.346	20.432,70	20.463	17.400	34.245
Septembre	18.065	26.953	20.977,40	20.506	20.000	34.215
Octobre	18.678	27.837	21.385,20	21.180	20.000	35.055
Novembre	manque	manque	manque	manque	20.000	35.475

Tout commentaire serait superflu.

La Fédération Anarchiste a le sens des responsabilités. Les accusations de trahison qu'elle réitère aux dirigeants des Centrales Syndicales ne sont pas dépourvues de motifs et les preuves ci-dessus sont, ce nous semble, convaincantes.

Nous disons, que tous les dirigeants syndicaux qui avaient pour mission d'élever le standard de vie de la classe ouvrière se sont faits les complices et du patronat et du gouvernement en acceptant le principe du minimum vital. VOUS ETES LES GERANTS LOYAUX DU CAPITALISME (L. BLUM, *dit*).

Et ce n'est pas F.O. qui nous apitoyait. Lors de sa C.E. après la fixation du M.V., au début de septembre, elle se récria en constatant que le nouveau M.V. était : UNE INSULTE A LA CLASSE OUVRIERE. Nous ne sommes nullement abusés et tous les artifices que vous pour-

rez employer resteront pour nous lettre morte. Ils sont nécessaires pour continuer à tromper et à trahir ceux que vous aviez la mission d'aider à obtenir plus de bien-être. N'ayez crainte, nous ne sommes pas plus indulgents avec les autres Centrales Syndicales, car toutes les actions que vous demandez à la classe ouvrière d'accomplir n'existent que dans la mesure où ces actions sont par vous-mêmes limitées. Maurice THOREZ continue à faire école. La phrase qu'il prononça au mois de juillet 1936, « TOUT N'EST PAS POSSIBLE » est devenue le principe des Centrales Syndicales.

Le minimum vital ? Une insulte à la classe ouvrière, c'est vrai. Mais vous, dirigeants des Centrales Syndicales, artisans du minimum vital, qui êtes-vous ? LES IMPOSTEURS DE LA CLASSE OUVRIERE !

Robert JOULIN.

## LE COMBAT OUVRIER En creusant nos tombes...

NOUS nous souvenons qu'il y a trois ou quatre ans le simple fait d'apprendre que des ouvriers comme nous travaillaient pour la guerre dans des arsenaux ou des cartoucheries nous mettaient dans un état proche de la rage.

Nous avions honte de leur travail qui salissait, avant de la massacrer, notre classe ouvrière. A cette époque, en effet, l'industrie de guerre tournait au ralenti et nous ne comprenions pas que des travailleurs préfèrent, alors qu'ils en avaient encore le choix, fabriquer les mitraillettes des C. R. S. plutôt que de quelconques ustensiles pacifiques.

Et fait, ils n'avaient aucune excuse... Et toi, camarade que ceux-là écœu-

raient, te voilà aujourd'hui contraint de travailler pour cette saignée.

C'est que, en effet, la situation a changé rapidement et la mobilisation industrielle a chauffé ses bottes de sept lieues.

Ton usine, qui fabriquait des machines à décapier les moteurs d'automobiles fabrique maintenant les mêmes machines ou presque, mais pour dégraisser et décapier les douilles et les obus des cartoucheries de Rennes ou d'ailleurs.

Lorsque tu as appris la nouvelle utilisation de ton travail, la première réaction a été la révolte et tu as pensé refuser ce travail et engager tes camarades à adopter la même attitude. Eux, comme toi, ont réfléchi. Et alors ? Et

alors, tu as demandé à ton copain André si ça embauchait dans sa boîte qui, elle, continue à ne pas produire pour la guerre. Il t'a répondu qu'on licencierait le personnel. à raison de 30 par semaine ! L'usine ne pouvant plus avoir de matières premières selon ses besoins, ces matériaux étant réservés en priorité aux productions de guerre.

Tu as demandé à Jean, qui est dans le bâtiment, s'il n'y aurait pas moyen de te faire entrer sur son chantier. Hélas ! Jean partait le lendemain en déplacement en Seine-et-Oise, pour assembler les splendides éléments préfabriqués qui composent les résidences des militaires occupants du S. H. A. P. E. ! Et à un tel et à tel autre auquel tu demandais du travail les réponses furent les mêmes : on embauche, oui, pour la guerre, on licencie ceux que l'on ne peut, en raison de leur travail, convertir en producteurs de l'armée. Si, pourtant, il y a Chausson, il y a Simca, qui embauchent ! Il y a le Bagne.

Alors tu as compris que tu ne pouvais rien tout seul, que le fait que tu te refusais à faire des engins de guerre n'empêcherait pas la guerre et ne ferait qu'accroître ta propre misère.

Tu as compris que lorsqu'un gouvernement met l'économie de tout un pays sur le pied de guerre les possibilités de lutte révolutionnaire ne sont pas dans une tour d'ivoire, mais au contraire sur un plan collectif de revendication insatiable et incessante.

Il ne s'agit donc pas de se soustraire à une classe ouvrière contrainte de travailler pour la guerre, mais bien au contraire, d'y rester intégré — et de lut-

ter. Quelles sont, dans ces conditions, nos possibilités ?

Disons-le tout de suite : elles sont encore multiples. Encore, car lorsque la fascisation du pays aura fini de s'accomplir, il nous faudra adopter des méthodes différentes, puisqu'à ce moment graves, débrayages, revendications, action syndicale seront proscrites. Dans la période actuelle, TOUTES les revendications sont bonnes, car plus elles sont fréquentes, plus elles mettent en difficulté le réarmement.

Nous n'en voulons pour exemple que la dernière en date : la grève déclenchée par les travailleurs de toutes appartenances syndicales dans les arsenaux et établissements de la Marine à Toulon, Cherbourg, Brest et à Lorient.

Cette grève a été « victorieuse », puisqu'elle se solda par 10 à 17 % d'augmentation. Mais elle prend un caractère bien plus « victorieux » si on l'examine du point de vue lutte pour la paix. En effet, le fait de cesser, à des fins revendicatives, le travail pour la guerre pendant une heure, un jour, une semaine ou plus, ce fait, s'il est répété, incessant, fait peser une menace sérieuse sur le réarmement et de plus crée un climat populaire qui s'exprime par d'autres actions revendicatives.

En fin de compte, c'est le gouvernement qui sent sa « base » se dérober sous ses pieds et c'est Truman et ses congénères qui en viennent à penser que le fruit qu'ils voulaient croquer n'est pas mûr, que le prolétariat français qu'ils voulaient mener à l'abattoir n'est décidément pas aussi mouton que l'ami Jouhaux voulait bien le dire.

Appliquons-nous donc à être les brebis galeuses de la mobilisation industrielle. En disant non, catégoriquement, à une révision éventuelle de la durée de la journée de travail, en luttant sans cesse pour des augmentations (cette revendication avec son corollaire : la réduction des heures de travail), en coupant, dès qu'elles s'approchent, les tentacules de la Pieuvre Productivité, et qui s'appellent « participation aux bénéfices », « primes au rendement », « primes de production », « accélération de cadence », « réduction des temps », « heures supplémentaires », etc...

En somme, plus que jamais il nous faut lutter.

Et puis si, en étant contraint de travailler pour la guerre, nous creusons nos tombes, il nous appartient à nous, travailleurs, que ces tombes ne soient pas les nôtres mais, par exemple, celles de nos ennemis de classe, et « aux premiers chefs »... nos propres généraux, comme ceci est clairement expliqué dans l'un des comptes de notre « Internationale » !

Il est temps pour nous, dans notre combat pour la paix, de moins polémiquer avec « ceux qui pétionnent » et de leur faire comprendre comme à tous nos autres camarades de travail, que seule l'action unie des travailleurs par la revendication insatiable, vers la grève générale, peut efficacement faire reculer la guerre.

(Corresp.)

SCHUMACK.

## CHEZ BLOCH-DASSAULT

### Luttes et objectifs

Depuis quelques mois un prototype d'ovion français fait beaucoup parler de lui, le « Mystère », fabriqué chez Bloch-Dassault.

Cet oiseau de mort a la vedette actuellement. Mais voici que les ouvriers de chez Dassault ont débrayé le 15 décembre ! Pourquoi ce brusque réveil d'une masse de « prolétaires » endormis depuis plusieurs années ? Parce que les ouvriers de cette usine commencent à en avoir assez de la dictature qu'il y a dans cette boîte ! Voici quelques faits.

1° Une petite maléfice dans le travail de la part d'un ouvrier ? Résultat : une amende (500 francs, 1.000 francs ou 2.500 francs).

2° Un jeune de dix-sept ans, sortant d'école, est mis à un travail de P. I. et payé comme O.S. I. Il fait une bêtise sur une dérive : cette faute est reconnue par ses « chefs » comme non grave, mais pour le principe, on le met à la porte. Les délégués C.G.T.-N.S.-indépendants, après plusieurs heures de discussions avec la direction et les chefs directs du jeune ouvrier, n'obtiennent pas la levée de la sanction : les ouvriers de toute l'usine décident alors de débrayer, pour appuyer les délégués et faire réintégrer leur jeune camarade, mais rien à faire avec la direction. Son principe est celui de l'armée : pas de discussion !

Chez « Bloch » on voit : par terre de gazon, sapin, bordure de troènes, bâtiments splendides, etc., etc., voici pour l'extérieur (côté client) ; maintenant voici côté usine et cadences :

a) Des vêtements de ville sont accrochés au montage des avions, dans la poussière, au milieu de l'atelier ; pourquoi ? parce que, l'on a construit des ateliers pour la fabrication à la chaîne, mais on n'a pas prévu vestiaires pour les ouvriers.

b) Il y a un an il y avait dans cette boîte une cantine, gérée plus ou moins bien ; il y avait des douches, des lavabos, des WC. Or, maintenant que la fête est en pleine prospérité, les ouvriers sont tous tassés dans le peu de vestiaires existants, ils font la queue aux lavabos et aux W.C. ; l'effectif est de 1.300 personnes, mais il y a 200 places dans le REfectoire, qui sert à la fois de magasin, d'atelier, de garage, de salle de sport, etc... Les ouvriers mangent sur le tas.

Il est vrai que, dans un autre ordre d'idées, il y en a qui dormiraient bien dans l'usine si on le leur demandait (hein, messieurs les crévards des quatre-vingt-cinq heures la semaine !) C'est la mode chez nous, « les heures supplémentaires ». Et il y a une mode aussi qui commence en même temps, comme par hasard, celle de la maladie.

Exemple : après un dépiégeage radio de la Croix-Rouge, 48 ouvriers sont reconnus douloureux (la tuberculose rôde chez Dassault).

Les ouvriers, écœurés ou avachis pour la plupart, ne voient qu'une solution pour améliorer leur salaire (les heures supplémentaires), quitte à cravacher comme des ânes pendant trois mois et faire de la chaîne longue six mois ou un an en s'en-

ou se reposer définitivement au Père Lachaise !

Le patronat, lui, s'en moque, l'Ourgan, le Mystère, sortent à une bonne cadence ! Les milliards rentrent dans la caisse, les ouvriers travaillent et vivent comme des bêtes de somme. Travail, casse croûte, « repos » !

Boulot, toujours boulot ! Et pourtant, frère de misère de chez Dassault, crois-tu qu'au lieu de faire des ferrures, de poser des rivets sur ces oiseaux de mort qui nous tomberont peut-être sur la gueule un de ces jours, il n'y a pas autre chose à faire de tes mains ? As-tu besoin du « Mystère » ? Non ! Les autres prolétaires non plus ! As-tu besoin de logements sains, de confort ? Oui ! Alors, n'oublie pas, camarade, que des millions d'ouvriers ont lutté pour les quarante heures ; il faut continuer leur lutte contre le gouvernement et les politiciens de tout poil, et ne saboter cette victoire obtenue avec tant de sacrifices !

Camarades de chez Dassault, vous avez montré que la solidarité existe quand même, malgré tout la lutte n'est pas terminée, au contraire elle doit commencer et pour de bon cette fois.

Contre les heures supplémentaires, Contre les cadences infernales, Contre les licenciements abusifs, Contre les sanctions injustes, Pour des salaires en rapport avec le coût de la vie actuelle pour le retour aux quarante heures, et surtout contre la guerre !